

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

ORLEANS, le 28 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20230174
Code AIOT : 0010002251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté Bel Air 36250 Saint-Maur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Bel Air 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1 – Maîtrise des risques liés à l’incendie : le contrôle de la sécurité des installations liée aux risques incendie est décliné en trois grands thèmes :

1.1 – Dispositions de prévention des départs de feu (articles 5.1, 5.6, 10.1, 10.3 et 10.5 de l’AM du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d’engrais solides à base de nitrate d’ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703),

1.2 – Dispositions de détection et d’intervention contre l’incendie (articles 5.1, 7.3 et 11.2 de l’AM susvisé du 13 avril 2010)

1.3 – Dispositions pour limiter les conséquences d’un incendie (articles 7.4, 7.7.1, 9.1 et 12 de l’AM susvisé du 13 avril 2010)

2 – Maîtrise des risques liés aux opérations de conditionnement : le contrôle de la sécurité des installations liée aux opérations de mélange est décliné en deux grands thèmes :

2.1 – Mesures organisationnelles de sécurité (articles 4.2, 5.1, 5.2 et 10.8 de l’AM susvisé du 13 avril 2010)

2.2 – Dispositifs techniques (articles 5.2 et 13 de l’AM susvisé du 13 avril 2010)

3 – Maîtrise des procédés, maîtrise d’exploitation, surveillance des performances et audits et revues de direction (Annexe I de l’AM du 26 mai 2014_Pts 3, 6 et 7).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l’environnement relève de la responsabilité de l’exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l’administration à l’ensemble des dispositions qui sont applicables à l’exploitant. Les constats relevés par l’inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d’un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l’issue du contrôle :
 - le constat établi par l’inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l’inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s’agir d’une lettre de suite préfectorale, d’une mise en demeure, d’une sanction, d’une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l’environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu’il n’est pas possible en fin d’inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n’engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l’exploitant doit transmettre à l’inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
22	SGS_Pt6	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.	/	Sans objet
2	Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet
3	Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.	/	Sans objet
4	Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.5.	/	Sans objet
6	Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 10.3.	/	Sans objet
9	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Sans objet
10	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet
11	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.	/	Sans objet
12	Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.	/	Sans objet
13	Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.	/	Sans objet
14	Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1.	/	Sans objet
15	Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.	/	Sans objet
17	Mesures organisationnelles de sécurité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet
18	Mesures organisationnelles de sécurité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2.	/	Sans objet
19	Dispositifs techniques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 13.	/	Sans objet
20	Dispositifs techniques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2.	/	Sans objet
21	SGS_Pt3	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	SGS_Pt7	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi en continu des produits détenus
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks des engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides. Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition des produits dangereux présents dans l'établissement portée dans le tableau joint en annexe confidentielle du présent rapport. L'état des stocks présenté permet d'établir que l'exploitant respecte les volumes qu'il a déclarés le 20 mai 2016 (bénéfice de l'antériorité) et du 25 janvier 2022 (relais colis).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions de prévention des départs de feu
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et tenues à jour.</p> <p>Ces documents ainsi que les enregistrements les accompagnant ou les registres de suivi sont mis à disposition du personnel concerné et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les consignes de sécurité sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des stockages ; • l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » évoquée à l'article 5.5.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : La visite in-situ des bâtiments F et G qui abritent l'installation de stockage des engrais solides n'appelle pas d'observation.</p> <p>L'affichage mis en place par l'exploitant porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des stockages ; • l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu », dans le cas contraire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions de prévention des départs de feu
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des matières combustibles et incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ; • les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ; • le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ; • les bouteilles de gaz comprimé ; • les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple. <p>Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.</p> <p>Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>La visite in-situ des bâtiments G et F qui abritent l'installation n'appelle pas d'observation.</p>

Il a été constaté, dans ces bâtiments, l'absence : - de matières combustibles, - de produits organiques pour l'alimentation animale ou humaine et semences, - de nitrate d'ammonium technique et produits phytopharmaceutiques, - de bouteilles de gaz comprimé, - de corps réducteurs (métaux, produits facilement oxydables, chaux, acides sels...) et autres matières incompatibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions de prévention des départs de feu
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Sources de départ de feu (engins de manutention)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules qui ne sont pas en cours de chargement ou de déchargement d'engrais sont stationnés à une distance d'au moins 10 mètres des engrais. Ils peuvent être stationnés à une distance inférieure s'ils le sont dans un local réservé à cet effet dont les murs sont REI 120.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les engins de manutention sont stationnés dans un bâtiment distinct des bâtiments G et F qui abritent l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions de prévention des départs de feu
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Sources de départ de feu (engins de manutention)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils mécaniques (engins de manutention, bandes transporteuses par exemple) sont protégés, exploités et vérifiés régulièrement afin de prévenir les risques d'incendie, de décomposition et de contamination des engrais. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : A la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à un test de bon fonctionnement des détecteurs de départ de bande du transporteur fixe de remplissage des cases du bâtiment G. La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel d'un détecteur de départ de bande du transporteur à bande a occasionné la mise à l'arrêt du circuit, et la visualisation du dysfonctionnement sur l'armoire de commande ainsi que le déclenchement de l'alarme sonore. Cet essai n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions de prévention des départs de feu
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 10.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Sources de départ de feu (installations électriques)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>[...] Un interrupteur général clairement signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour tout le bâtiment, est installé à proximité d'au moins une issue. Il est situé préférentiellement à l'extérieur du bâtiment et en tout état de cause dans une zone accessible en cas de sinistre au niveau du stockage afin de permettre sa mise en œuvre quelles que soient les circonstances y compris par du personnel ne bénéficiant pas d'une habilitation électrique.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du magasin de stockage ou du stockage couvert par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Le certificat Q18 délivré par DEKRA dans le cadre de la vérification des 12 et 13 janvier 2023 des installations électriques mentionne l'absence de risque d'incendie et d'explosion. Le rapport référencé 039609242301R001 relatif à la vérification précitée fait mention de 6 observations, dont aucune ne concerne les bâtiments F et G. Aucun transformateur de courant électrique n'est accolé ou à l'intérieur des bâtiments F et G. La visite in-situ a permis de constater la présence effective d'un interrupteur général installé sur la façade extérieure et clairement signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour tout le bâtiment F, y compris par du personnel ne bénéficiant pas d'une habilitation électrique. D'autre part, à la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé à l'isolement électrique de l'installation, à partir de l'alimentation électrique générale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie (alerte et alarme)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels</p>

en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Constats :

Le rapport relatif à l'intervention du 9 février 2023 de la société BE ATEX fait état du non fonctionnement des alarmes visuelles in-situ, au niveau du bâtiment F et du bureau d'accueil, dysfonctionnements pour lesquels l'exploitant n'avait pas mis en œuvre, en date du 15 mars 2023, de mesures correctives.

Par ailleurs, la simulation d'une coupure d'alimentation électrique avec la mise à l'arrêt de l'alimentation générale électrique de l'établissement, n'a pas fait l'objet d'une information de l'exploitant, par la société Fichet-Bauche, du défaut technique associé à la coupure précitée.

Observations :

En réponse à la demande de l'inspecteur, l'exploitant a communiqué par courriel du 15 mai 2023, copie du rapport relatif à l'intervention du 9 février 2023 de la société BE ATEX.

Ce rapport fait état :

- de la vérification visuelle de l'installation,
- des réglages de la sensibilité des détecteurs,
- de la planification du remplacement préventif des cellules OLCT 10N dont la durée d'exploitation arrive à terme selon les préconisations du fabricant OLDHAM, lors de la prochaine vérification,
- de la vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des détecteurs,
- des essais des asservissements associés : déclenchements aux seuils 1 (10 ppm), 2 (20 ppm – ouverture des dispositifs de désenfumage), le report des alarmes in-situ et vers l'organisme de télésurveillance Fichet-Bauche, ouverture des exutoires de fumée. Ces essais ont mis en évidence le non fonctionnement des gyrophares « flash intérieur magasin big-bags » et du bureau.

Par courriel du 17 mars 2023, l'exploitant a déclaré avoir réalisé une commande (une copie de cette commande était jointe au courriel précité), pour une intervention avant la prochaine vérification. Sous réserve, de réception du matériel, l'intervention est planifiée en date du 3 avril 2023. Une copie du rapport de cette intervention devra être adressée à l'inspection afin de clôturer la non-conformité associée au point de contrôle n°7.

D'autre part, à la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé à un test, afin de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de transmission de l'alarme associée à la détection incendie in-situ (alarmes sonores et visuelles) et la transmission de l'alerte via son prestataire Fichet-Bauche.

La simulation d'une décomposition, avec une présence de NOx à une concentration de 11,6 ppm (supérieure au seuil de détection fixé à 10 ppm), au niveau de la case n°2, à 11h39 a fait l'objet d'une retransmission de l'alarme, par la société Fichet-Bauche, dans les 6 minutes suivant le déclenchement in-situ de l'alarme. Ce test n'appelle pas d'observation.

A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a procédé à un second test visant à couper l'alimentation électrique de l'établissement, afin de vérifier le bon fonctionnement des moyens de secours, avec le démarrage automatique du groupe électrogène de secours. L'alimentation électrique de l'installation a été immédiatement secourue. A noter, l'alimentation électrique de la centrale d'acquisition des alarmes incendie est assurée par des batteries.

Cette mise à l'arrêt de l'alimentation générale électrique activée à 11h05, avec une remise en service à 11h08, n'a pas fait l'objet d'une information de l'exploitant, par la société Fichet-Bauche, du défaut technique associé à la coupure précitée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre.</p> <p>Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau. Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau.</p> <p>L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h, pendant une durée d'au moins deux heures.</p> <p>Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits.</p> <p>Pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation.</p> <p>Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 et pour les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 susvisé, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation, sous réserve qu'ils soient justifiés dans l'étude de dangers et que le préfet les ait prescrits.</p> <p>Les réserves d'eau incendie destinées à l'extinction sont équipées d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. Elles sont situées à une distance de 200 mètres au plus du stockage.</p> <p>Les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux fournissent le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison des débits minimums suivants pendant au moins deux heures :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 120 m³/h pour les 4702-I d'une quantité ≥ 1 250 tonnes, pour les 4702-II ou 4702-III < 5 000 tonnes et pour les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 4703 ≥ 50 tonnes ; – 90 m³/h pour les 4702-I d'une quantité < 1 250 tonnes, pour les 4702-IV > 1 tonne et pour les installations soumises à autorisation en 4703 < 50 tonnes. <p>En cas de présence de différentes catégories d'engrais, le débit minimum correspondant à la catégorie la plus pénalisante est retenu.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant ne s'assure pas à une fréquence régulière et suffisante du niveau de la réserve aérienne d'eau dédiée à la défense incendie de son établissement.</p>
<p>Observations :</p> <p>La défense incendie est assurée à partir des poteaux incendie situés à l'extérieur du site et une réserve aérienne de 450 m³ d'eau implantée située dans l'emprise du site, à moins de 200 m des bâtiments F et G.</p> <p>La visite in-situ a permis de visualiser l'existence de dispositif afin de connaître l'état de remplissage de ladite réserve.</p>

Interviewé sur les mesures mises en œuvre afin de s'assurer régulièrement de la disponibilité effective et à tout moment des ressources en eaux dédiées à la lutte efficace d'un éventuel sinistre, l'exploitant a déclaré ne pas effectuer régulièrement le contrôle de la réserve aérienne de 450 m ³ mise à la disposition des services d'intervention et de secours, sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou plusieurs appareils d'incendie définis à l'article 11.2.1 du présent arrêté ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; • de lances auto-propulsives permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas pour les engrais « 4702-I » stockés en vrac. Leur nombre est établi en fonction du danger. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant n'entrepose pas de produit répondant aux critères de la rubrique 4702-I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Modalité d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, chauffage, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les modalités d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment les modalités d'action en cas de situation d'urgence, d'incident grave, d'accident ou de sinistre ; elles sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le volet opérationnel du POI comporte : <ul style="list-style-type: none"> • les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (coupures des alimentations électriques des divers bâtiments, coupure générale de l'alimentation électrique de l'établissement, isolement hydraulique du site, notamment) ;

<ul style="list-style-type: none"> les modalités d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; les modalités d'action en cas de situation d'urgence, d'incident grave, d'accident ou de sinistre. <p>Un exemplaire du POI est tenu à la disposition des personnels du site, d'une part, et des services d'incendie et de secours, d'autre part.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des dispositifs de lutte contre un sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>Toutes les opérations concernant ces matériels (liste exhaustive des matériels, date de la dernière vérification, état de fonctionnement du matériel, mesures prises ou prévues en cas de dysfonctionnement recensé lors de la vérification, dates prévues pour les mises en conformité, liste des personnes formées à l'utilisation des matériels par exemple) sont consignées sur un registre. Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels.</p> <p>Le plan des moyens de lutte contre un sinistre est tenu à jour et mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Les matériels et les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé le 30 mars 2022, par la société EUROFEU Services, Cf l'étiquette apposée sur l'extincteur n°7 présent dans le bâtiment G, au niveau des pieds de l'élévateur. Le rapport relatif à cette vérification fait état du bon fonctionnement des 50 extincteurs présents dans l'établissement, et du remplacement de ceux présentant des anomalies au cours de l'opération de vérification. L'exploitant a déclaré que la vérification des extincteurs et des RIA, au titre de l'exercice 2023, est planifiée en dates des 27 et 28 mars 2023 ; la dernière vérification des 8 RIA présents dans l'établissement, dont 4 dédiés à la défense incendie de l'installation de stockage des engrais solides, a été effectuée le 30 mars 2022, par la société EUROFEU Services ; la vérification des dispositifs de désenfumage a été réalisée le 27 janvier 2023, par la société EUROFEU Services. <p>L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne comportant notamment un plan de localisation des moyens de lutte contre un éventuel sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations. Aucun obstacle n'est disposé entre les stockages et la voie « engins ». [...]</p> <p>b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie « engins », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, de 6 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur un demi-périmètre au moins du magasin de stockage. Cette voie, extérieure au magasin de stockage, permet l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en impasse, les demi-tours et croisement de ces engins. À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers accèdent à toutes les issues du magasin de stockage par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres. [...]</p> <p>Si ces voies sont reliées à une ou plusieurs voies publiques, les voies d'accès correspondent à des voies « engins » d'une largeur minimale de 3 mètres...</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'établissement comporte deux entrées distinctes correctement dimensionnées pour permettre l'accès aux véhicules lourds des services de secours et d'intervention. Les bâtiments de stockage des engrais solides sont desservis par voie engin, sur a minima leur 1/2 périmètre, depuis ces deux entrées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC).</p> <p>Ces dispositifs sont de type passif (à ouverture permanente) ou de type actif.</p> <p>Une maintenance adaptée est assurée pour chaque type de DENFC afin qu'ils soient constamment opérationnels. Le type de maintenance et la fréquence associée sont consignés par écrit, ainsi que les dates auxquelles ces opérations ont été réalisées et doivent l'être.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les DENFC de type actif :</p> <p>Ils sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque bâtiment.</p> <p>Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des zones de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932 (version de décembre 2008).</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.</p> <p>[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont de type actif, conçus pour être déclenché de manière automatique et manuelle.</p> <p>A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a communiqué, par courriel du 15 mars 2023, le rapport de la société EUROFEU Services relatif à la vérification des dispositifs de désenfumage des bâtiments F et G qui abritent l'installation de stockage des engrais solides en date du 27 janvier 2023. Ce rapport fait état de plusieurs équipements détériorés et/ou endommagés, notamment suite à l'épisode orageux (grêle) de 2022.</p> <p>Du 30 janvier au 1er février 2023, la société EUROFEU Services est intervenue pour réaliser des travaux de réparation afin de rendre fonctionnel le dispositif de désenfumage existant.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un nouveau chiffrage est en cours pour remplacer les ouvrants qui se corrodent rapidement et qui peuvent entraîner un problème d'étanchéité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.71.
Thème(s) : Risques accidentels, Qualité des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle de l'état des sols a porté uniquement sur le bâtiment F et les cases n°1, 2, 3, 4 et 5 du bâtiment G visités. Ce contrôle n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux – Réaction au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Pour les installations nouvelles : les bâtiments comportant un stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs). b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : les magasins de stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs). Cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 pour lesquelles le préfet a prescrit des mesures alternatives. c) Cases de stockage d'engrais « 4702-I » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, le bois n'est pas utilisé pour les cloisons des cases ou pour fermer une case en façade. d) Cases de stockage d'engrais « 4702-II ou 4702-III » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, les engrais ne sont pas au contact de cloisons ou de façades en bois.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La société AXEREAL n'entrepasse pas d'engrais solides répondant aux critères 4702-I. Les parois des cases de stockage des bâtiments F et G sont en béton. L'ensemble des stockages des engrais répondant aux critères des rubriques 4702-II4702-III et 4702-IV n'est pas au contact de palettes, de cloisons ou de façades en bois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2.</p> <p>L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés.</p> <p>Constats : Une aire de stationnement poids lourd est implantée au droit des dispositifs de commande de 2 vannes d'isolement des réseaux de collecte des eaux de ruissellement du site. Ainsi, l'accès aux commandes n'est pas toujours effective. Le 15 mars 2023, une des vannes n'était pas accessible, sans déplacement de l'ensemble routier stationné sur cette aire.</p> <p>Observations : L'exploitant a équipé son établissement de dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement, afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre.</p> <p>Les consignes concernant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs sont présentes dans le POI. un plan ou schéma ainsi que des photographies permettent de localiser les dispositifs à manœuvrer pour isoler les réseaux de collecte des eaux de ruissellement du site vers le milieu naturel.</p> <p>Afin de vérifier la connaissance de ces consignes par le personnel du site, l'inspecteur a demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures précitées. Cette mise en situation a permis de visualiser la présence d'une aire de stationnement poids lourd, implantée au droit des dispositifs de commande de 2 vannes d'isolement des réseaux de collecte des eaux de ruissellement du site. Ainsi, l'accès aux commandes n'est pas toujours effective. Le 15 mars 2023, une des vannes n'était pas accessible, sans déplacement de l'ensemble routier stationné sur cette aire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Mesures organisationnelles de sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité, consignes et procédures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les modalités de gestion des stocks et de suivi de l'état des stocks et de conservation des engrais ; • les modalités d'entretien et de nettoyage des installations ; • les modalités de mélanges des engrais.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les consignes « Environnement » CE201 applicables pour l'activité « Engrais solides » (date de création : 31/01/2011) encadrent notamment les opérations de réception des produits ainsi que la traçabilité et le suivi des stocks. Interviewé sur la nature des opérations réalisées au poste d'ensachage, le responsable de l'installation a déclaré que seules des opérations de conditionnement en big-bags de produits vrac, sans mélange, étaient effectuées sur le site AXEREAL de Bel Air. Pour chaque séance, l'exploitant crée un lot afin d'assurer la traçabilité des opérations d'ensachage à partir de son outil informatique de gestion des stocks. Une étiquette apposée sur chaque big-bag comporte ces données, le classement ICPE du produit et le nom du fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Mesures organisationnelles de sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 du présent arrêté ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident. Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques. La formation fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle a porté plus particulièrement sur les formations suivies par le nouveau responsable des activités "Appro" du site de Bel-Air. Ce dernier a suivi les formations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - risques silos, engrais et produits phytopharmaceutiques le 23 avril 2019, - sensibilisation à la gestion des sites relevant du statut "Seveso" / astreintes, le 19 octobre 2022. Des exercices internes POI sont réalisés périodiquement afin de le familiariser à la fonction de DOI, notamment, et à la gestion des situations de crise, en mode dégradé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Dispositifs techniques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Ensachage et palettisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Si un poste d'ensachage et de palettisation est installé dans le bâtiment comprenant le stockage ou dans le stockage couvert, la zone correspondante est clairement matérialisée et spécialement aménagée.</p> <p>Cette zone est séparée efficacement des stockages afin de prévenir tout risque de propagation d'incendie aux stockages d'engrais.</p> <p>Dans ce cas, sont uniquement tolérées les matières combustibles nécessaires au fonctionnement journalier de ce poste. Elles sont limitées au strict nécessaire.</p> <p>Cette zone est équipée de moyens de prévention et de protection efficaces et adaptés aux risques encourus. Pour les nouvelles installations, le local d'ensachage-palettisation est séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.</p> <p>Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ou dans le local d'ensachage.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : La visite in-situ du poste d'ensachage n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Dispositifs techniques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations (stockages, ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais : pieds d'élévateur par exemple, allées de circulation notamment) sont entretenues et nettoyées régulièrement.</p> <p>Le sol des installations est systématiquement nettoyé avant entreposage de l'engrais.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Les opérations de nettoyage de l'installation de stockage des engrais solides, y compris celles relatives au poste d'ensachage, sont enregistrées. La consultation de ces enregistrements n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : SGS_Pt3
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt3
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les consignes « Environnement » CE201 applicables pour l'activité « Engrais solides » (date de création : 31/01/2011) encadrent les opérations de nettoyage, de réception des produits, la gestion des balayures et raclures ainsi que la traçabilité et le suivi des stocks. La consultation de ces consignes n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : SGS_Pt6
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : Suivant le compte-rendu de la revue de Direction AXEREAL du 23 janvier 2023 communiqué à l'inspection par courriel du 17 mars 2023, le bilan sur l'exercice 2022 met en évidence que les objectifs fixés ne sont pas tous atteints et suivis, notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les permis de feu ne sont pas tous correctement renseignés, – le contrôle de la connaissance des ronds pour réaliser la levée de doute à partir de la réception d'une demande par la télésurveillance, n'a pas été réalisé.
Observations : L'exploitant a opté pour une gestion de la sécurité commune à l'ensemble de ses sites relevant du statut "Seveso" au sein du Groupe AXEREAL. Pour l'ensemble de ces sites, il définit chaque année des objectifs et des indicateurs associés, dans le cadre de la mise en œuvre de sa Politique de Prévention des Accidents Majeurs. Suivant le compte-rendu de la revue de Direction AXEREAL du 23 janvier 2023, le bilan sur l'exercice 2022 fait état : 1 - Poursuivre l'implication des collaborateurs afin de tendre vers le seul objectif admissible : 0 accident, Indicateur : 0 accident sur les sites SEVESO = Non validé ;

2 - S'assurer que l'ensemble des permis de feu sont bien complétés (enregistrement rondes, zone de travaux, risques...),
Indicateur : 0 permis de feu non conforme = Non validé selon les audits internes Service Santé Sécurité Environnement ;

3 - Effectuer des exercices de mise en œuvre du Plan d'opération interne pour ancrer la stratégie d'intervention dans les savoir-faire des équipes,
Faire 2 exercices par an/ site = Atteint pour sites seuil haut ;

4 - Contrôler la connaissance des rondiers qui réalisent les levées de doute selon un questionnaire précis et mesurer le temps d'intervention du rondier pour réaliser la levée de doute à partir du moment qu'il a reçu la demande par la télésurveillance,
Indicateur : faire 2 exercices par an = contrôles du temps de réaction du rondier réalisés lors des rondes aléatoires = Non réalisés ;

5 - Avoir des remontées de faits réels (= presque accidents) qui auraient pu conduire à des accidents,
Indicateur : avoir au minimum 3 remontées par an = 0 remontée en 2022.

Ce compte-rendu de la revue de Direction AXEREAL du 23 janvier 2023, communiqué à l'inspection par courriel du 17 mars 2023, met en évidence que les objectifs fixés pour l'exercice 2022 ne sont pas tous atteints et suivis, notamment :

- les permis de feu ne sont pas tous correctement renseignés,
- le contrôle de la connaissance des rondiers pour réaliser la levée de doute à partir de la réception d'une demande par la télésurveillance, n'a pas été réalisé.

Nouveaux objectifs et indicateurs de performance pour 2023 :

- 1 - Poursuivre l'implication des collaborateurs afin de tendre vers la diminution des accidents de travail et le 0 accident,
Indicateur : 1 accident avec arrêt sur les sites SEVESO et objectif sécurité groupe de réduction de 10% par an des accidents de travail ;
- 2 - S'assurer que l'ensemble des permis de feu sont bien complétés (enregistrement rondes, zone de travaux, risques...) – en référence à l'accidentologie externe relative aux explosions de poussières dans les capacités de stockages de céréales,
Indicateur : 0 permis de feu non conforme ;
- 3- Effectuer des exercices de mise en œuvre du Plan d'opération interne pour ancrer la stratégie d'intervention dans les savoir-faire des équipes,
Indicateur : Une exercice par trimestre sur les seuil haut dont un exercice en heures non ouvrées permettant le test des rondiers et télésurveillance ;
- 4 - Avoir des remontées de faits réels (= presque accidents) qui auraient pu conduire à des accidents,
Indicateur : avoir au minimum 3 remontées par an ;
- 5 - S'assurer du fonctionnement des mesures de maîtrise des risques présentes sur les sites,
Indicateur : respect des fréquences de test des MMRI des sites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 23 : SGS_Pt7
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe-I_Pt7
Thème(s) : Risques accidentels, Audits et revues de direction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Comme mentionné au point de contrôle n°22 précédent, une analyse documentée est menée par la Direction Technique et le Service Sécurité Environnement du groupe AXEREAL. Le bilan de cette analyse, les résultats de la politique mise en place, le système de gestion de la sécurité actualisé, y compris la prise en considération et l'intégration des modifications nécessaires ont été présentés en revue de Direction du 23 janvier 2023. L'inspecteur note : <ul style="list-style-type: none"> - l'intégration des évolutions réglementaires issues de l'accidentologie, et plus particulièrement du post Lubrizol, - la sensibilisation à la gestion des situations de crise des personnels, au travers d'un renforcement du plan de formation de ces mêmes personnels, et de la mise en œuvre d'exercices internes POI réguliers, y compris inopinés et en dehors des heures ouvrées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet